

## POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

# Le Canada n'échappera pas à la distorsion au sein du commerce mondial découlant de l'entente entre la Chine et les États-Unis

## Les effets négatifs seront toutefois assez limités au pays

Selon la récente entente commerciale entre les deux pays, les Chinois devraient augmenter considérablement leurs importations en provenance des États-Unis au cours des deux prochaines années. Cela entraînera un effet de distorsion dans les échanges commerciaux mondiaux alors que les Chinois devraient réduire en contrepartie leurs importations en provenance des autres pays, dont le Canada. Au bout du compte, les exportations canadiennes vers la Chine pourraient ainsi diminuer cumulativement de 5,6 G\$ US au cours des deux prochaines années. L'effet négatif sur le PIB réel canadien sera néanmoins assez limité.

La Chine et les États-Unis ont fait une trêve dans leur guerre commerciale à la mi-janvier avec une première entente visant notamment à réduire certains tarifs douaniers. La Chine s'est également engagée à accroître significativement ses importations en provenance des États-Unis. Selon la phase 1 de l'entente, la Chine devra augmenter ses importations en provenance des États-Unis de 200 G\$ US sur une période de deux ans. Il s'agit d'un objectif ambitieux qui gonflera de façon importante les importations chinoises en provenance des États-Unis (graphique 1).

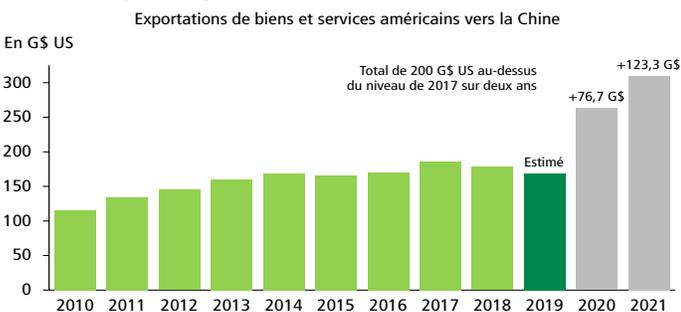
Une telle augmentation entraînera sans doute des effets de distorsion au sein du commerce mondial. En outre, il est probable que la Chine réduise considérablement ses importations en provenance des autres pays afin de compenser la hausse des importations venant des États-Unis. Il faut dire que la croissance économique est moins vigoureuse en Chine<sup>1</sup>, ce qui réduit la capacité des Chinois à accroître significativement leurs importations totales. Dans ces conditions, le Canada n'échappera pas aux effets de distorsion et son commerce avec la Chine sera affecté négativement au cours des prochaines années. Il reste à savoir dans quelle mesure et quels seront les effets sur la croissance économique au pays.

### Le Canada ne sera pas épargné par les effets de distorsion

Une telle analyse nécessite toutefois la formulation de certaines hypothèses (encadré 1 à la page 2). Ces dernières sont relativement contraignantes et elles impliquent de façon générale que toute autre chose reste égale par ailleurs (*ceteris paribus*). C'est donc dire que l'on suppose que la hausse des importations chinoises en provenance des États-Unis est entièrement contrebalancée par une réduction équivalente des importations venant des autres partenaires commerciaux de la Chine. Les conséquences pour le Canada sont estimées en fonction de son

<sup>1</sup> La croissance du PIB réel chinois affichait un rythme de croissance moins élevé avant même l'apparition des difficultés découlant du coronavirus (COVID-19).

### GRAPHIQUE 1 La hausse des importations chinoises de biens et services américains prévue par l'entente commerciale est très ambitieuse



Sources : Bureau of Economic Analysis, Office of the United States Trade Representative et Desjardins, Études économiques

## ENCADRÉ 1

### Principales hypothèses utilisées

- ▶ La Chine respecte ses engagements et augmente ses importations en provenance des États-Unis comme prévu.
- ▶ La balance commerciale de la Chine reste inchangée. En outre, la valeur totale de ses importations demeure la même. Ainsi, la totalité de l'augmentation des importations en provenance des États-Unis est compensée par une réduction équivalente auprès des autres pays.
- ▶ Les effets de distorsion sont uniformes au sein des autres pays. La réduction des importations chinoises est donc répartie proportionnellement pour ces pays, dont le Canada.
- ▶ La baisse des exportations canadiennes vers la Chine n'est pas compensée par une hausse auprès d'autres partenaires commerciaux.

importance relative au sein du commerce avec la Chine pour chacun des biens ou services. En réalité, il est probable qu'au moins une de ces hypothèses ne soit pas respectée. L'exercice permet néanmoins d'établir certaines balises et procure une idée de l'ampleur des répercussions de l'entente commerciale entre la Chine et les États-Unis sur l'économie canadienne.

Pour poursuivre l'analyse, il est essentiel de décortiquer l'entente. Cette dernière ne concerne pas tous les biens et services importés par la Chine, mais qu'une proportion de ceux-ci, qui sont divisés en quatre catégories. D'entrée de jeu, mentionnons que près de 40 % des importations chinoises provenant du Canada ne font pas partie des biens ciblés dans l'entente entre la Chine et les États-Unis. Ceux-ci ne devraient donc pas subir d'effet notable.

La première catégorie de l'entente concerne les produits manufacturiers et la Chine s'est engagée à accroître ses importations des États-Unis pour ce type de biens de 77,7 G\$ US sur deux ans. La deuxième catégorie renvoie aux produits agricoles avec une hausse de 32 G\$ US sur deux ans. La troisième catégorie concerne les produits énergétiques, qui devraient comporter une hausse de 52,4 G\$ US des importations en provenance des États-Unis. Enfin, la quatrième catégorie touche les services avec une augmentation totale de 37,9 G\$ US.

Chacune de ces catégories est ensuite subdivisée en plusieurs types de biens et classifiée selon le système harmonisé (SH) du commerce international avec une codification à quatre chiffres (SH4). Les données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) permettent d'identifier les importations chinoises pour chacune de ces catégories (SH4) selon la provenance du pays, dont les États-Unis et le Canada.

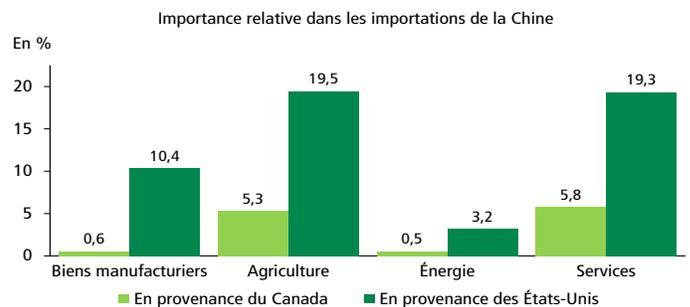
Il est ainsi possible de déterminer que le Canada représente<sup>2</sup> 0,6 % de l'ensemble des importations chinoises comprises dans

<sup>2</sup> Selon les données de 2017, soit l'année la plus récente pour ce type de données au sein de l'OMC.

la première catégorie de l'entente. L'importance relative du Canada dans les importations chinoises de la troisième catégorie est similaire, soit 0,5 %. Pour les biens de la deuxième catégorie correspondant à l'agriculture, la proportion du Canada est un peu plus élevée et s'élève à 5,3 % (graphique 2). Près du tiers de ceux-ci se retrouve dans la catégorie SH1205, correspondant essentiellement au canola.

## GRAPHIQUE 2

### L'importance relative du Canada dans les importations chinoises est relativement faible

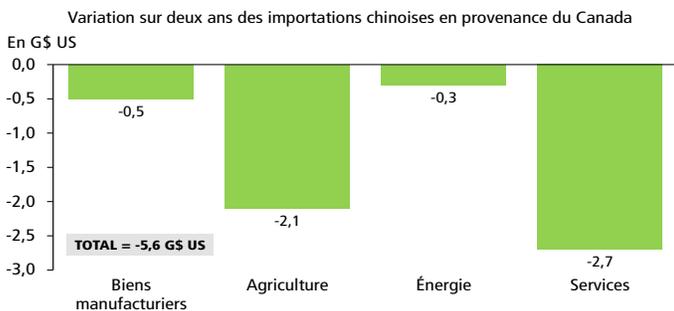


Sources : Organisation mondiale du commerce et Desjardins, Études économiques

Le détail sectoriel dans la quatrième catégorie, correspondant aux services, est toutefois plus difficile à définir en fonction de la documentation accompagnant l'entente. Au total, le Canada représentait 5,8 % des importations chinoises de services en 2016.

À partir de ces ratios, il est possible d'établir la réduction proportionnelle que subiront les importations chinoises en provenance du Canada pour chacune des catégories et sous-catégories. Au total, les importations de la Chine venant du Canada pourraient ainsi diminuer d'environ 5,6 G\$ US après les deux années de l'entente (graphique 3 à la page 3). Les secteurs les plus touchés seront l'agriculture et les services. Si le Canada

### GRAPHIQUE 3 L'agriculture et les services devraient être les plus affectés par la réduction des importations chinoises



Sources : Organisation mondiale du commerce, Office of the United States Trade Representative et Desjardins, Études économiques

ne parvient pas à contrebalancer cette réduction par une hausse des exportations auprès de ses autres partenaires commerciaux, le total des exportations canadiennes pourrait donc diminuer cumulativement de 5,6 G\$ US durant la période.

Une fois converti en dollars canadiens et exprimé en termes réels, cela représente une baisse totale d'environ 0,3 % sur le PIB réel de 2021 (tableau 1). Évidemment, cette estimation est approximative, car la réalité peut s'écarter quelque peu de certaines hypothèses avancées. En outre, est-ce que la valeur totale des importations chinoises restera véritablement la même ou est-ce qu'elle augmentera significativement en raison d'une plus grande ouverture aux marchés internationaux? Est-ce que les effets de distorsion seront répartis proportionnellement au sein des autres partenaires commerciaux de la Chine, dont le Canada? Dans ces conditions, l'effet sur le PIB réel canadien pourrait être un peu moins prononcé ou un peu plus élevé, soit entre -0,1 % et -0,5 %. Cela dit, la conclusion reste la même. Les conséquences négatives associées à la distorsion de l'entente commerciale entre la Chine et les États-Unis seront, selon toute vraisemblance, assez faibles au Canada.

### TABLEAU 1 Les effets de distorsion de l'entente entre la Chine et les États-Unis seront assez limités au Canada

	IMPORTANCE RELATIVE <sup>1</sup> DU CANADA	RÉDUCTION DES IMPORTATIONS CHINOISES EN PROVENANCE DU CANADA <sup>2</sup>	EFFET SUR LE PIB RÉEL DE 2021 <sup>3</sup>
Biens manufacturiers	0,6 %	-0,5 G\$ US	-0,2 %
Agriculture	5,3 %	-2,1 G\$ US	
Énergie	0,5 %	-0,3 G\$ US	
Services	5,8 %	-2,7 G\$ US	-0,1 %
TOTAL	nd	-5,6 G\$ US	-0,3 % (entre -0,1 % et -0,5 %)

nd : non disponible; <sup>1</sup> Importance relative au sein des importations chinoises assujetties à l'entente; <sup>2</sup> Après les deux années; <sup>3</sup> Par rapport au scénario actuel.

Sources : Organisation mondiale du commerce, Office of the United States Trade Representative, Statistique Canada, Datastream et Desjardins, Études économiques

### D'autres difficultés pourraient s'ajouter

À première vue, le constat de cette analyse est assez rassurant, avec des effets négatifs somme toute assez limités pour le Canada. Par contre, il ne s'agit pas du seul obstacle qui entravera l'économie canadienne au cours des prochaines années. En outre, le secteur de l'énergie demeure fragile. La croissance économique mondiale sera également moins robuste, avec des conséquences incertaines pour le commerce extérieur canadien. Les effets négatifs de la distorsion du commerce extérieur risquent donc de s'ajouter à d'autres éléments qui, pris individuellement, semblent marginaux. L'effet combiné de ces obstacles pourrait toutefois être plus important et ainsi avoir des conséquences notables sur la croissance économique canadienne.

Dans ces conditions, la Banque du Canada restera évidemment aux aguets. Comme ils l'ont d'ailleurs mentionné récemment, les autorités monétaires pourraient envisager de réduire les taux d'intérêt directs si jamais les déceptions devaient continuer à s'accumuler sur la scène économique canadienne. Il est clair que les effets de distorsion du commerce mondial seront un élément à considérer.

**Benoit P. Durocher**, économiste principal